

DIAL 3694

GUATEMALA - Un seul mot d'ordre : Défendre le territoire

Celenia Cabrera

mercredi 27 mars 2024, mis en ligne par [Dial](#)

Depuis 2016, les habitants de San Luis Jilotepeque, dans le département de Jalapa, ont résisté avec succès à toutes les tentatives d'appropriation ou d'exploitation de leurs terres, des forêts autochtones qui s'y trouvent et des richesses minières du sous-sol. Texte de Celenia Cabrera publié sur le site du [Centre de médias indépendants du Guatemala](#) le 13 novembre 2023.

C'est en 2016 que les habitants de San Luis Jilotepeque, Jalapa, ont appris, par une annonce dans le journal, l'approbation par le ministère de l'énergie et des mines d'une licence d'exploration minière dans la municipalité. Étant donné le triste historique des dommages infligés au milieu naturel par cette activité, la population s'est rapidement organisée pour empêcher la destruction d'arriver jusqu'à chez elle.

San Luis Jilotepeque est une municipalité de 296 kilomètres carrés, avec une forêt peuplée de l'espèce autochtone *Pinus oocarpa*. Selon les données statistiques, environ 70% de ses habitants appartiennent au peuple maya poqomam.

Majoritairement indienne, la population du village a décidé d'exercer son droit à la consultation communautaire de bonne foi, comme le prévoit la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT). C'est ainsi que les différents secteurs se sont réunis au sein du Conseil des organisations de San Luis pour la protection de l'environnement (Cosema), pour mener la consultation communautaire du 13 novembre 2016.

À cette occasion, 15 707 personnes ont participé, soit 79% de la population totale de l'époque. Les résultats ont été sans appel : 15 514 personnes ont rejeté l'exploitation minière et tout autre mégaprojet susceptible d'affecter leur territoire. Parmi les votes restants, 106 étaient nuls et seulement 87 étaient en faveur du oui.



Les centres éducatifs ont été le lieu de la consultation communautaire de bonne foi qui s'est tenue en 2016

Photo: Oscar Salanic



Les enfants ont joué un rôle fondamental dans la défense du territoire

Photo: Oscar Salanic



Avant la consultation, une importante campagne de sensibilisation a été menée par le biais de la radio communautaire Xilotepeq

Photo: Oscar Salanic



Même si l'exploitation minière constituait la principale menace, la communauté a rejeté tout mégaprojet sur son territoire

Photo: radio Xilotepeq

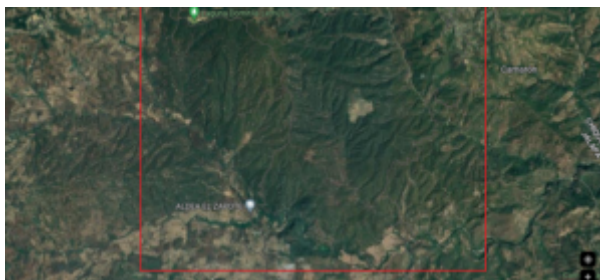
Forêt menacée

Malgré le refus des communautés d'accepter l'exploitation minière, les entrepreneurs ont continué à lorgner sur le territoire et ont rapidement vu dans la forêt autochtone une opportunité de profit. Ainsi, fin 2019, l'entreprise Energías Forestales S.A. a sollicité auprès de l'Institut national des forêts (INAB) l'approbation de quatre licences de « Gestion forestière de production », en d'autres termes l'autorisation pour la coupe rase d'arbres.

À cette occasion, les habitants se sont organisés en coordination avec la Cosema, ils ont recueilli des signatures et ont présenté à l'INAB des mémorandums afin d'exprimer leur rejet de la destruction de la forêt. Au cours de ce processus, ils ont eu accès aux dossiers présentés par l'entreprise et ils ont pu constater l'existence d'un faux document portant les signatures et l'en-tête de l'association Gardiens de la forêt [*Custodios del bosque*], qui, soi-disant, soutenait l'approbation de licences d'exploitation forestière. Cette situation a été dénoncée auprès du ministère public mais, à ce jour, sans résultat concret.

Gardiens de la forêt est l'association agréée par la municipalité pour la gestion et l'entretien de la forêt. Depuis des années, l'association œuvre pour la préservation et la revitalisation de la végétation dans la zone, également assiégée par les résiniers. En 2014, Raymundo « Mundo » Lorenzo, un des membres de l'association, a été assassiné lors d'une patrouille nocturne ; à ce jour, les circonstances de sa mort n'ont pas été élucidées et les responsables n'ont pas été retrouvés.

Grâce aux actions des habitants de San Luis, la menace qui pèse sur l'environnement a de nouveau été contenue.



La zone délimitée en rouge correspond à la forêt autochtone de *Pinus oocarpa*

Nouveau siège

Même si le temps passe et si le calme semble régner, l'intention d'abattre la forêt est toujours présente. En juillet 2023, la municipalité a été informée que deux licences d'exploitation forestière au nom de Jorge Armando Reyes Gramajo avaient été approuvées. Elles prévoient la coupe progressive de 90 hectares, soit l'équivalent de 180 terrains de football.

Le 19 septembre, les habitants se sont rendus dans la forêt d'El Pinal, où des machines et du personnel avaient pénétré la veille. En arrivant, ils ont demandé à consulter les documents autorisant la coupe d'arbres et, constatant que les documents produits avaient été falsifiés, ils ont estimé que les travailleurs n'avaient ni l'autorisation légale ni le soutien des communautés pour cet abattage. Ils ont demandé à ces derniers de partir, non sans avoir déchargé les camions contenant les grumes, car si la forêt appartient aux habitants de San Luis, il en va de même pour le bois.

À l'heure actuelle et grâce aux actions entreprises par le maire de la commune, Juan Pérez, l'association Gardiens de la forêt et la population en général, les permis autorisant la déforestation sont temporairement suspendus. Le plan municipal d'occupation des sols (POT) 2018-2032 stipule que toute activité industrielle, y compris l'exploitation forestière, est interdite dans les zones forestières protégées.

Afin de faire suspendre définitivement les licences, une procédure judiciaire de revendication foncière en faveur de la municipalité a été engagée devant le tribunal civil et économique de première instance du département de Jalapa ; si la procédure conclut en faveur de la municipalité, celle-ci serait reconnue comme étant le propriétaire légitime et ce serait elle (et elle seule) qui aurait le pouvoir d'autoriser toute activité d'extraction.

Une lutte qui prend de l'ampleur

Le 13 novembre marquait le septième anniversaire du rejet par les habitants de San Luis de l'exploitation minière sur leur territoire. Cette lutte leur a permis de prendre progressivement conscience que l'exploitation minière et forestière ne constitue pas la seule menace ; s'y ajoutent l'accaparement et la pollution de l'eau, l'utilisation de sacs plastique jetables, situations liées à la corruption et à l'impunité qui prévalent dans le pays.

Ils ont également entamé un processus de reconstitution et de récupération de terres communales, lesquelles font partie de leur identité et de leurs droits en tant que peuple maya poqomam. Ils défendent ainsi, avec autorité et légitimité, le territoire.



La récupération des pratiques ancestrales est l'une des actions qui accompagnent la défense du territoire

Photo: Red K'at

Message de l'association Gardiens de la forêt sur les coupes de bois et la récupération des terres (en espagnol)

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3694.

- Traduction d'Angela Correa pour Dial.

- Source (espagnol) : [Centre de médias indépendants du Guatemala](#), 13 novembre 2023.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.